



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2014

Marges et flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles toujours aussi solides

*Achèvement de la réorganisation à l'échelle de la Société annoncée dans le cadre du plan Rogers 3.0
visant à offrir une expérience client enrichie et à relancer la croissance*

*Lancement de l'expérience vidéo novatrice de la LNH offerte aux clients de Rogers et dévoilement de
shomi, le nouveau et attrayant service de vidéo sur demande offert par abonnement*

TORONTO (le 23 octobre 2014) – Rogers Communications Inc., l'une des premières sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels consolidés non audités pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014.

Principaux résultats financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, non audités)	Trimestres clos les 30 septembre	
	2014	2013
Produits opérationnels	3 252	3 224
Après ajustement ¹		
Résultat d'exploitation	1 312	1 341
Résultat net	405	501
Résultat par action de base	0,79	0,97
Résultat par action dilué	0,78	0,97
Flux de trésorerie disponibles ¹	370	506
Bénéfice net	332	464
Bénéfice de base par action	0,64	0,90
Bénéfice dilué par action	0,64	0,90
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 052

¹ Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Au cours du troisième trimestre, nous avons mené à terme la restructuration axée sur les clients que nous avons annoncée en mai dans le cadre du plan Rogers 3.0 et nous sommes maintenant fin prêts. Grâce au dévoilement récent de nouvelles expériences incroyables en partenariat avec la LNH et au lancement dans les prochains jours de shomi, notre service de vidéo sur demande offert par abonnement, la Société a le vent en poupe, a déclaré Guy Laurence, président et chef de la direction de Rogers Communications Inc. Bien qu'il nous faudra du temps pour mettre en place la totalité de notre plan pluriannuel, les résultats du troisième trimestre sont fidèles à nos attentes. Nous avons une fois de plus amélioré nos produits tirés des services de transmission des données sans fil et nos PMPA aux services facturés pendant le trimestre et nous continuons de générer des marges solides et d'excellents flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ».

Faits saillants financiers

Produits opérationnels

- Les produits consolidés ont augmenté de 1 % au cours du trimestre considéré, rendant compte de la croissance de 2 % d'un exercice à l'autre des produits du secteur Sans-fil et de 3 % de ceux du secteur Solutions d'Affaires. Les produits tirés du secteur Media sont demeurés stables et ont été contrebalancés en partie par un recul de 1 % des produits de Cable. La hausse des produits du secteur Sans-fil est attribuable à la progression des ventes de matériel et à la croissance modérée des produits tirés des services. Les produits de Cable ont connu une baisse en raison de la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de la dernière année, laquelle a été annulée partiellement par la croissance soutenue des produits tirés des services d'accès Internet et par l'incidence des modifications tarifaires. Les produits de Media sont demeurés stables puisque la croissance affichée par Sportsnet, The Shopping Channel et les Blue Jays de Toronto a été contrebalancée par la faiblesse persistante des produits tirés des services de télévision conventionnels et de la publicité imprimée.
- Rogers a mis en service 614 000 téléphones intelligents sans fil, dont 31 % étaient destinés à de nouveaux abonnés, alors que les utilisateurs de téléphones intelligents, qui sont des clients à rentabilité plus élevée, se sont accrus pour désormais constituer 77 % des abonnés aux services facturés de Sans-fil.

Résultat d'exploitation ajusté et bénéfice net

- La baisse de 2 % du résultat d'exploitation ajusté consolidé s'explique par les diminutions enregistrées par les secteurs Cable, en baisse de 4 % par rapport à la période correspondante de 2013, et Media, en baisse de 58 %, lesquelles ont été contrebalancées en partie par des hausses de 1 % dans le secteur Sans-fil et de 10 % dans le secteur Solutions d'affaires. Le secteur Sans-fil a enregistré une croissance soutenue du nombre d'abonnés et une hausse des produits tirés des services de transmission des données conjuguées à un recul des coûts opérationnels. Les résultats de Cable ont subi l'incidence d'un ajustement cumulatif ponctuel de frais à payer au CRTC et des investissements en lien avec la publicité entourant la LNH, tandis que les résultats de Media ont été touchés par une baisse des produits tirés de la publicité, par les sommes injectées dans les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, par les coûts de programmation et les coûts liés à Next Issue Canada, ainsi que par les préparatifs du lancement du projet de Rogers en partenariat avec la LNH.
- La marge bénéficiaire opérationnelle ajustée consolidée du trimestre considéré s'est établie à 40,3 %, tandis que les marges de Sans-fil et de Cable se sont chiffrées respectivement à 51,3 % et à 47,3 %.
- Les baisses de 19 % du résultat net ajusté et de 28 % du bénéfice net sont essentiellement imputables au recul de 2 % du résultat d'exploitation ajusté et à la hausse de 12 % des dotations aux amortissements et des charges financières.

Le bilan demeure solide et la disponibilité des liquidités, excellente

- Pour le trimestre, les flux de trésorerie disponibles consolidés se sont élevés à 370 millions de dollars, compte tenu des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles qui se sont chiffrées à 1 057 millions de dollars.
- Au 30 septembre 2014, Rogers avait des liquidités disponibles totalisant environ 2,7 milliards de dollars composées de trésorerie de 104 millions de dollars, d'un solde de 2,5 milliards de dollars au titre de la facilité de crédit bancaire et d'un solde de 113 millions de dollars disponible aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
- La Société a versé à ses actionnaires de la trésorerie s'élevant à 235 millions de dollars au moyen d'un dividende en trésorerie trimestriel de 45,75 cents par action, en hausse de 5 % par rapport à celui de la période correspondante de 2013.

Faits saillants stratégiques

Refonte de l'expérience client

- Nous avons mené à terme la restructuration prévue aux termes du plan de Rogers 3.0 afin d'améliorer le service, l'imputabilité et la souplesse, et ce, en créant des équipes axées sur la clientèle et en supprimant des niveaux de direction, assurant ainsi une proximité entre les gestionnaires principaux et le personnel de première ligne et les clients.
- Nous avons lancé le service gratuit *Diagnostic de l'appareil* offert en magasin à tous les abonnés aux services sans fil de Rogers et de Fido. Ce service permet aux clients d'obtenir facilement et sur-le-champ un diagnostic et un service de soutien pour leur appareil, y compris d'augmenter la rapidité de leur téléphone, de sauvegarder ou de restaurer les données et d'améliorer la durée de vie de la pile.

- Dans le cadre du mois de la petite entreprise, en octobre, nous avons annoncé la tenue, de *Conférence Rogers*, une série d'événements gratuits offerts dans tout le Canada aux petites et moyennes entreprises. Des experts en médias sociaux, en marketing et en ventes sont sur place pour parler de la façon dont les technologies peuvent aider les propriétaires de PME à propulser leur entreprise.

Mettre l'accent sur l'innovation et le leadership des réseaux

- En septembre 2014, PCMag.com a reconnu, pour une deuxième année consécutive, le réseau LTE de Rogers comme le réseau mobile ayant la vitesse de téléchargement la plus rapide au Canada et l'a recommandé comme étant le meilleur réseau pour la diffusion en continu, particulièrement pour la vidéo. Par ailleurs, PCMag.com a sélectionné une fois de plus le réseau de câble de Rogers en tant que fournisseur de services Internet à large bande le plus rapide du Canada.
- Rogers a déployé le spectre de 700 MHz qu'elle a acquis récemment dans des communautés rurales de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, du Québec et du Nouveau-Brunswick, offrant à ses abonnés l'ultime expérience vidéo mobile.

Livrer un contenu attrayant, peu importe l'endroit

- Nous avons lancé GameCentre LIVE de la LNH pour téléphones intelligents, tablettes et ordinateurs qui permet aux abonnés de regarder plus de 1 000 parties en saison régulière et qui bonifie considérablement l'expérience hockey. GameCentre LIVE est offert gratuitement jusqu'au 31 décembre 2014 aux abonnés aux services de transmission de données sans fil et d'Internet de Rogers et, à tous les Canadiens, au prix de détail.
- Rogers a lancé MatchPlus, une application offerte en exclusivité aux clients de Rogers qui propose une nouvelle dimension attrayante à l'application GameCentre LIVE de la LNH. Avec MatchPlus, les abonnés ont accès à partir de leur tablette et de leur téléphone intelligent à des angles de caméra inédits, à encore plus d'entrevues et à des reprises de jeu sur demande. Ils peuvent choisir de voir la partie à partir de plusieurs caméras et revoir les jeux importants à partir de plusieurs angles (jusqu'à un maximum de sept angles).
- Le 8 octobre 2014, Sportsnet a lancé son calendrier 2014-2015 de diffusion nationale des matchs de la LNH, établissant ainsi le record de la télédiffusion la plus regardée de l'histoire du réseau, 8 millions de Canadiens ayant syntonisé les trois matchs de la LNH diffusés, ce qui en a fait le réseau le plus regardé de la soirée à l'échelle nationale. Par ailleurs, environ 55 000 partisans ont regardé jouer, en diffusion continue, leur équipe préférée à partir de GameCentre LIVE de la LNH dans leur foyer, à partir de leur ordinateur, ou sur leur appareil mobile ou leur tablette et ont ainsi pu profiter d'un accès exclusif aux fonctionnalités et aux angles de caméra de MatchPlus pour une expérience de deuxième écran incroyable.
- Nous avons annoncé le lancement au début novembre de shomi, un nouveau service de vidéo sur demande offert par abonnement et disponible en ligne et sur les terminaux de télévision. shomi place la barre plus haut que jamais en matière de divertissement en proposant les plus récentes séries télévisées ainsi qu'une vaste bibliothèque de films et d'émissions, le tout offert sur une interface facile à utiliser et des sélections plus personnalisées pour les abonnés. shomi est une coentreprise détenue à parts égales par Rogers et Shaw Communications.
- Rogers a conclu avec les Canadiens de Montréal, une entente de trois ans visant les droits de diffusion, aux termes de laquelle Rogers deviendra le détenteur officiel des droits de télévision régionale en anglais. Conjointement au forfait national déjà en place de Rogers prévoyant la diffusion de 40 matchs des Canadiens, la LNH sur Sportsnet offrira désormais aux partisans les 82 matchs en saison régulière des Canadiens de Montréal, ainsi que les parties en séries éliminatoires.
- Nous avons annoncé une entente multiplateforme de dix ans aux termes de laquelle Rogers sera le distributeur exclusif de la programmation vedette de la WWE au Canada.

Mesures non conformes aux PCGR

Des mesures non conformes aux PCGR sont contenues dans le présent communiqué sur les résultats financiers, notamment le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté, la dette nette ajustée et les flux de trésorerie disponibles. Ces mesures sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérées comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR; elles ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du rapport de gestion pour le troisième trimestre de 2014 qui suit pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le troisième trimestre de 2014, préparés conformément aux IFRS, avec notre rapport de gestion annuel de 2013 et nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à www.sedar.com ou sur EDGAR, à www.sec.gov, respectivement.

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information présentée est datée du 22 octobre 2014 et a été revue par le comité d'audit de notre conseil d'administration. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. En sus des secteurs dont il est question ci-après, RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 30 septembre 2014 et « depuis le début de l'exercice » et « période de neuf mois », de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2013 ou au 31 décembre 2013.

Quatre secteurs opérationnels

Nous présentons nos résultats opérationnels selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales, ainsi que de services de gros aux autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Partnership (« RCP »), et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

Résultats financiers consolidés.....	5	Prévisions financières.....	31
Résultats de nos secteurs opérationnels.....	8	Indicateurs clés de performance.....	31
Analyse du bénéfice net consolidé.....	17	Mesures non conformes aux PCGR.....	32
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières.....	21	Information additionnelle.....	35
Situation financière.....	24	À propos des énoncés prospectifs.....	37
Gestion des risques financiers.....	25	À propos de Rogers Communications Inc.....	38
Évolution de la réglementation.....	28	Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière.....	38
Mise à jour sur les risques et les incertitudes.....	29	Renseignements additionnels.....	39
Estimations et méthodes comptables critiques.....	29		

Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels						
Sans-fil	1 880	1 846	2	5 407	5 419	–
Cable	864	873	(1)	2 596	2 604	–
Solutions d’Affaires	96	93	3	285	276	3
Media	440	440	–	1 282	1 251	2
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(28)	(28)	–	(86)	(87)	(1)
Produits opérationnels	3 252	3 224	1	9 484	9 463	–
Résultat d’exploitation ajusté						
Sans-fil	888	875	1	2 521	2 461	2
Cable	409	425	(4)	1 241	1 285	(3)
Solutions d’Affaires	32	29	10	88	77	14
Media	23	55	(58)	53	112	(53)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(43)	(7)	(117)	(109)	7
Résultat d’exploitation ajusté¹	1 312	1 341	(2)	3 786	3 826	(1)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ¹	40,3 %	41,6 %	(1,3 pts)	39,9 %	40,4 %	(0,5 pts)
Bénéfice net	332	464	(28)	1 044	1 349	(23)
Bénéfice dilué par action	0,64	0,90	(29)	1,97	2,60	(24)
Résultat net ajusté ¹	405	501	(19)	1 177	1 412	(17)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,78	0,97	(20)	2,28	2,73	(16)
Entrées d’immobilisations corporelles	638	548	16	1 702	1 537	11
Flux de trésorerie disponibles ¹	370	506	(27)	1 162	1 439	(19)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 052	–	2 667	2 918	(9)

¹ Le résultat d’exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n’ont pas de signification normalisée et, par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables à des mesures similaires présentées par d’autres sociétés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2013

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2014	Périodes de neuf mois closes le 30 septembre 2014	Se reporter à la page
<i>Variation des produits opérationnels – augmentation (diminution) :</i>			
Produits tirés des réseaux – Sans-fil	6	(37)	9
Ventes de matériel – Sans-fil	28	25	9
Cable	(9)	(8)	11
Solutions d’Affaires	3	9	13
Media	–	31	15
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	–	1	
Produits opérationnels en hausse par rapport à ceux de 2013	28	21	
<i>Variation du résultat d’exploitation ajusté – augmentation (diminution) :</i>			
Sans-fil	13	60	10
Cable	(16)	(44)	12
Solutions d’Affaires	3	11	14
Media	(32)	(59)	15
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	3	(8)	
Diminution du résultat d’exploitation ajusté¹ par rapport à celui de 2013	(29)	(40)	
(Augmentation) diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions	(2)	41	17
Hausse des frais de restructuration, des coûts d’acquisition et autres charges	(53)	(69)	17
Hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(56)	(194)	18
Augmentation des charges financières	(22)	(69)	18
Variation des autres charges	(9)	(78)	19
Baisse de l’impôt sur le résultat	39	104	19
Bénéfice net en baisse par rapport à celui de 2013	(132)	(305)	19
Augmentation (diminution) de la charge de rémunération fondée sur des actions	2	(41)	17
Hausse des frais de restructuration, des coûts d’acquisition et autres charges	53	69	17
Remboursements sur la dette à long terme	–	29	18
Vente de TVtropolis	–	47	19
Impôt sur le résultat	(19)	(34)	19
Résultat net ajusté en baisse par rapport à celui de 2013	(96)	(235)	20

¹ Le résultat d’exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n’est pas définie en vertu des IFRS et n’a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d’autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure, y compris la façon dont nous la calculons.

Produits opérationnels

Les produits tirés des réseaux de Sans-fil ont été légèrement plus élevés pour le trimestre, tandis que, pour la période de neuf mois, ils ont reculé en raison des modifications apportées à la tarification relatives à nos forfaits simplifiés et économiques et à l’introduction en 2013 de forfaits d’itinérance à tarif réduit.

Les produits opérationnels de Cable ont reculé pour le trimestre considéré et la période de neuf mois, principalement en raison de la réduction du nombre d’abonnés aux services de télévision qui a eu lieu au cours du dernier exercice, ainsi que de la concurrence accrue en matière de tarification, facteurs qui ont été annulés en partie par la croissance des produits tirés des services d’accès Internet et l’incidence des changements de la tarification pour l’ensemble des produits.

Les produits opérationnels de Solutions d’Affaires pour le trimestre considéré et pour la période de neuf mois se sont accrus principalement en raison de la croissance soutenue des services de prochaine génération et sur réseaux possédés et de la hausse des produits tirés de nos centres de données, augmentations qui ont été contrebalancées en partie par le recul des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure.

Les produits opérationnels de Media sont demeurés stables au cours du trimestre considéré et ont augmenté pendant la période de neuf mois, essentiellement en raison de la croissance des produits de Sportsnet, des Blue Jays de Toronto et de The Shopping Channel qui a été annulée par le ralentissement persistant de la publicité conventionnelle et imprimée.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil s'est accru au cours du trimestre considéré et pour la période de neuf mois, essentiellement en raison de la variation des produits tirés des réseaux susmentionnée et des réductions de coûts, facteurs qui ont été contrebalancés partiellement par la hausse des volumes de vente de téléphones intelligents subventionnés.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a reculé au cours du trimestre à l'étude et pour la période de neuf mois en raison d'un ajustement cumulatif ponctuel de frais à payer au CRTC et des investissements en lien avec la publicité entourant la LNH, conjugué aux variations des produits susmentionnées.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a reculé au cours du trimestre considéré et pour la période de neuf mois étant donné que la hausse des produits opérationnels de Media a été plus que contrebalancée par les sommes injectées dans les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto, par l'augmentation des coûts de programmation et par les coûts liés au lancement de Next Issue Canada et à l'entrée en vigueur du contrat de licence avec la LNH, le 1^{er} juillet 2014.

Résultats de nos secteurs opérationnels

Sans-fil

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels						
Produits tirés des réseaux	1 732	1 726	–	5 042	5 079	(1)
Ventes de matériel	148	120	23	365	340	7
Produits opérationnels	1 880	1 846	2	5 407	5 419	–
Charges opérationnelles						
Coût du matériel ¹	(361)	(321)	12	(991)	(1 048)	(5)
Autres charges opérationnelles	(631)	(650)	(3)	(1 895)	(1 910)	(1)
	(992)	(971)	2	(2 886)	(2 958)	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	888	875	1	2 521	2 461	2
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des réseaux	51,3 %	50,7 %	0,6 pts	50,0 %	48,5 %	1,5 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	285	192	48	720	622	16

¹ Le coût du matériel comprend le coût des ventes de matériel et les subventions directes pour les chaînes.

Sommaire des résultats d'abonnement^{1, 2}

(en milliers pour les données sur les abonnés, sauf les taux d'attrition et les PMPA)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	336	359	(23)	941	1 052	(111)
Ajouts nets d'abonnés	17	64	(47)	57	194	(137)
Total des abonnés aux services facturés	8 131	8 040	91	8 131	8 040	91
Attrition (mensuelle)	1,31 %	1,23 %	0,08 pts	1,21 %	1,21 %	–
PMPA (mensuels)	68,32 \$	68,77 \$	(0,45) \$	66,65 \$	68,22 \$	(1,57) \$
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	165	161	4	369	405	(36)
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés	41	16	25	(63)	(133)	70
Total des abonnés aux services prépayés	1 366	1 458	(92)	1 366	1 458	(92)
Attrition (mensuelle)	3,12	3,33	(0,21 pts)	3,53	3,99	(0,46 pts)
PMPA (mensuels)	16,47 \$	16,84 \$	(0,37) \$	15,18 \$	15,70 \$	(0,52) \$
PMPA mixtes	60,96 \$	60,81 \$	0,15 \$	59,23 \$	59,91 \$	(0,68) \$

¹ Compte non tenu des abonnés à nos services de téléphonie sans fil résidentielle.

² Les produits mensuels par abonné (« PMPA »), le nombre d'abonnés et le taux d'attrition constituent des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Produits tirés des réseaux

Les produits tirés des réseaux se sont légèrement accrus au cours du trimestre considéré et ont reculé pour la période de neuf mois en raison des éléments suivants :

- la hausse des produits tirés des services de transmission des données attribuable à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services facturés et à l'utilisation accrue des services de données sans fil, contrebalancée par;
- l'adoption soutenue de forfaits à tarification simple et économique, qui regroupent souvent certaines fonctionnalités comme la boîte vocale, l'afficheur et les appels interurbains au pays que nous facturions séparément auparavant;
- le lancement au cours de la dernière année de nos nouveaux forfaits et tarifs d'itinérance aux États-Unis et d'itinérance internationale réduits et de tarifs offrant une plus grande valeur aux consommateurs.

Compte non tenu de la baisse des produits tirés des services d'itinérance, les produits tirés des réseaux auraient augmenté de 2 % au cours du trimestre considéré et de 1 % pour la période de neuf mois. Les PMPA aux services facturés se seraient accrus de 1 % au cours du trimestre et seraient restés stables pour la période de neuf mois.

Le taux d'attrition des services facturés a augmenté de huit points de base pour le trimestre considéré pour s'établir à 1,31 %, contre 1,23 % pour la période correspondante de 2013 en raison de l'intensité de la concurrence et du plus fort accent placé sur la conversion des clients aux forfaits actuels afin d'optimiser la valeur des abonnés.

Les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés se sont chiffrés à 336 000 au cours du trimestre, soit une baisse de 6 %, ce qui, conjugué au taux d'attrition, a entraîné une baisse du nombre d'ajouts nets d'abonnés aux services facturés, pour les porter à 17 000.

Nous avons procédé à la mise en service et au rehaussement d'environ 614 000 téléphones intelligents au cours du trimestre pour des nouveaux abonnés et des abonnés existants, contre environ 574 000 téléphones pour la même période de 2013. Cette progression de 7 % est essentiellement imputable à une hausse de 19 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants au cours du trimestre, augmentation qui a coïncidé avec le lancement récent de l'iPhone 6 et qui a été annulée en partie par une réduction de 6 % des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés.

Le pourcentage d'utilisateurs de téléphones intelligents au cours du trimestre s'établissait à 77 % du total de nos abonnés aux services facturés, contre 73 % au trimestre correspondant de 2013. Les utilisateurs de téléphones intelligents génèrent habituellement des PMPA grandement supérieurs et présentent un taux d'attrition moindre que les clients possédant des appareils moins évolués.

En raison de la migration vers des plans tarifaires simplifiés qui comprennent à la fois les services de transmission de la voix et les services de transmission des données, le départage des produits tirés de ces services respectifs se fait de plus en plus par répartition plutôt que par imputation directe. Les produits tirés des services de transmission des données se sont accrus de 9 % au cours du trimestre considéré et de 10 % pour la période de neuf mois, principalement en raison de la pénétration soutenue et de l'utilisation croissante des téléphones intelligents, des tablettes et des cartes sans-fil de transmission de données sur portables, ce qui accroît l'utilisation du courriel, de l'accès Internet, des médias sociaux, de la vidéo mobile, de la messagerie texte et d'autres services sans fil de transmission des données. Les produits tirés des services de transmission des données ont excédé les produits tirés des services de transmission de la voix et représentaient environ 52 % du total des produits tirés des réseaux pour le trimestre considéré, contre environ 48 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Ventes de matériel

Les produits tirés des ventes de matériel ont augmenté de 23 % au cours du trimestre considéré et de 7 % pendant la période de neuf mois, essentiellement en raison de la proportion d'appareils plus dispendieux dans la composition des téléphones intelligents vendus. De plus, la Société a enregistré un nombre plus élevé de rehaussements d'appareils d'abonnés existants, lequel a été annulé en partie par la réduction du nombre brut de mises en service. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons procédé à la mise en service de 38 % de plus de iPhones et les abonnés qui ont opté pour un rehaussement de leur appareil sans fil ont compté pour près de 5 % du bassin d'abonnés aux services facturés, contre 4 % au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges opérationnelles

Le coût des ventes de matériel a augmenté de 12 % au cours du trimestre en raison surtout de la proportion d'appareils plus dispendieux dans la composition des téléphones intelligents ainsi que de la hausse du nombre d'abonnés existants ayant procédé au rehaussement de leur appareil. Pour la période de neuf mois, les ventes de matériel ont reculé de 5 % en raison du recul du nombre d'abonnés ayant rehaussé leur appareil et du nombre brut de mises en service, comme indiqué ci-dessus.

Les charges de fidélisation totales, y compris les subventions aux rehaussements des appareils, se sont accrues pour se chiffrer à 219 millions de dollars au cours du trimestre considéré, comparativement à 192 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, étant donné que 19 % de plus d'abonnés existants ont rehaussé leur appareil au cours du trimestre à l'étude. Pour la période de neuf mois, les charges de fidélisation totales ont reculé pour s'établir à 640 millions de dollars, contre 647 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette baisse tient du fait que 3 % de moins d'abonnés existants ont rehaussé leur appareil.

Les autres charges opérationnelles, compte non tenu des charges de fidélisation, ont reculé de 5 % pour le trimestre considéré et de 2 % pour la période de neuf mois, en raison des améliorations apportées au chapitre de la gestion des coûts et des gains d'efficience.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 1 % au cours du trimestre considéré et de 2 % pour la période de neuf mois en raison des éléments suivants :

- la croissance soutenue des produits tirés des services de transmission de données sans fil et les gains d'efficience au chapitre des coûts;
- partiellement contrebalancés par les fluctuations des volumes de ventes et de rehaussements de matériel, et;
- les modifications de prix liées à nos forfaits simplifiés et à l'introduction de forfaits d'itinérance à prix moindres et à valeur ajoutée.

Cable

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels						
Services de télévision	433	452	(4)	1 301	1 367	(5)
Services d'accès Internet	311	294	6	928	858	8
Services de téléphonie	118	125	(6)	360	373	(3)
Produits tirés des services	862	871	(1)	2 589	2 598	-
Ventes de matériel	2	2	-	7	6	17
Produits opérationnels	864	873	(1)	2 596	2 604	-
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	(1)	(2)	(50)	(4)	(4)	-
Autres charges opérationnelles	(454)	(446)	2	(1 351)	(1 315)	3
	(455)	(448)	2	(1 355)	(1 319)	3
Résultat d'exploitation ajusté	409	425	(4)	1 241	1 285	(3)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	47,3 %	48,7 %	(1,4 pts)	47,8 %	49,3 %	(1,5 pts)
Entrées d'immobilisations corporelles	274	299	(8)	764	747	2

¹ Les résultats opérationnels de Mountain Cable sont inclus dans les résultats opérationnels de Cable à compter de la date d'acquisition, soit le 1^{er} mai 2013.

Résultats d'abonnement¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation	2014	2013	Variation
Foyers branchés	4 025	3 956	69	4 025	3 956	69
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(30)	(39)	9	(83)	(99)	16
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	2 044	2 155	(111)	2 044	2 155	(111)
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	16	18	(2)	38	50	(12)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	1 999	1 948	51	1 999	1 948	51
Services de téléphonie						
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(7)	3	(10)	4	37	(33)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 157	1 148	9	1 157	1 148	9
Nombre total d'abonnés ^{2,3}						
Réductions nettes	(21)	(18)	(3)	(41)	(12)	(29)
Nombre total d'abonnés	5 200	5 251	(51)	5 200	5 251	(51)

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le 1^{er} mai 2013, nous avons acquis 40 000 abonnés aux services de télévision, 38 000 foyers abonnés aux services de câble numériques, 34 000 abonnés aux services d'accès Internet haute vitesse par câble et 37 000 abonnés aux services de téléphonie par câble dans le cadre de notre acquisition de Mountain Cable. L'acquisition a en outre fait croître de 59 000 le nombre de foyers branchés.

³ Comprend les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie.

Produits opérationnels

Dans l'ensemble, les produits de Cable ont régressé de 1 % pour le trimestre à l'étude et sont restés stables pour la période de neuf mois en raison des éléments suivants :

- les réductions du nombre d'abonnés aux services de télévision enregistrées au cours du dernier exercice et les rabais consentis à des fins de fidélisation, partiellement contrebalancés par;
- la croissance soutenue des abonnés à nos services d'accès Internet conjuguée à l'incidence des modifications tarifaires mises en place au cours de l'exercice précédent;

Par ailleurs, l'acquisition de Mountain Cable en mai 2013 a eu des répercussions sur les produits opérationnels de la période de neuf mois.

Produits tirés des services de télévision

Les produits tirés des services de télévision ont reculé au cours du trimestre considéré et depuis le début de l'exercice en raison des facteurs suivants :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision au cours de l'exercice;
- l'incidence des activités promotionnelles et de la tarification en lien avec la fidélisation découlant de l'intensification de la concurrence relativement à la télévision payante;
- facteurs annulés en partie par l'incidence des modifications tarifaires appliquées au cours du dernier exercice.

Le nombre d'abonnés aux services de câble numériques représentait 87 % du total de nos abonnés aux services de télévision à la fin du trimestre, contre 83 % au 30 septembre 2013. La plus grande offre de chaînes numériques, la vidéo sur demande, la TVHD et les EVP, alliés au processus de conversion des services analogiques aux services numériques qui est en cours, continuent de soutenir la croissance constante du nombre d'abonnés aux services de câble numériques, en pourcentage du nombre total d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont augmenté de 6 % au cours du trimestre considéré et de 8 % au cours de la période de neuf mois en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- la migration générale vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- les modifications tarifaires apportées aux services d'accès Internet.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 6 % au cours du trimestre considéré et de 3 % pour la période de neuf mois en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des activités promotionnelles visant les forfaits de produits et de services groupés destinés aux nouveaux abonnés et la concurrence, contrebalancées en partie par;
- l'augmentation du nombre d'abonnés aux services de téléphonie et par l'incidence des modifications tarifaires.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont connu une hausse de 2 % au cours du trimestre considéré et de 3 % pour la période de neuf mois, en raison des facteurs suivants :

- l'ajustement cumulatif non-récurrent de 5 millions de dollars au titre du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale effectué au cours du trimestre à l'étude relativement à la décision prise par le CRTC;
- les investissements en lien avec la publicité entourant la LNH;
- facteurs qui ont été contrebalancés en partie par diverses mesures visant l'efficacité et une hausse de la productivité.

En outre, les résultats de Cable pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013 avaient profité d'un ajustement favorable de 8 millions de dollars au cours du premier trimestre en raison du paiement de droits de licence effectué de manière à concorder avec la période de facturation du CRTC.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a reculé de 4 % au trimestre considéré et de 3 % pour la période de neuf mois, essentiellement en raison des fluctuations de produits et des charges susmentionnées.

Autres faits nouveaux pour Cable

En octobre 2014, après la clôture du troisième trimestre, nous avons conclu une entente visant l'acquisition, pour une contrepartie d'environ 160 millions de dollars, de Source Cable Limited, un fournisseur de services de câble, d'Internet et de téléphonie desservant environ 26 000 foyers et dont le nombre total d'abonnés se chiffre à 43 000, à Hamilton, en Ontario. Le territoire de Source Cable Limited est adjacent aux réseaux de câble de Rogers et l'acquisition devrait permettre de nombreuses synergies. Cette transaction devrait être menée à terme au cours du quatrième trimestre de 2014.

Solutions d'affaires

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013 ¹	Variation en %	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels						
Activités de prochaine génération	69	54	28	200	150	33
Activités traditionnelles	26	38	(32)	82	115	(29)
Produits tirés des services	95	92	3	282	265	6
Ventes de matériel	1	1	–	3	11	(73)
Produits opérationnels	96	93	3	285	276	3
Charges opérationnelles	(64)	(64)	–	(197)	(199)	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	32	29	10	88	77	14
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	33,3 %	31,2 %	2,1 pts	30,9 %	27,9 %	3,0 pts
Entrées d'immobilisations corporelles	28	20	40	93	66	41

¹ Les résultats opérationnels de Blackiron comprennent les résultats de Solutions d'Affaires depuis la date d'acquisition du 17 avril 2013. Les résultats opérationnels de Solutions d'Affaires pour l'exercice 2013 ne tiennent pas compte des résultats de Pivot Data Centres puisque cette société a été acquise le 1^{er} octobre 2013.

Le secteur Solutions d'Affaires continue de mettre surtout l'accent sur les services IP de prochaine génération, vise à offrir davantage de services à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches et a pour but d'accroître, au moyen des installations de réseau existantes, sa prestation de services aux moyennes et grandes entreprises, aux entités du secteur public et aux marchés des fournisseurs de services de télécommunications de gros. Solutions d'Affaires se concentre également à l'heure actuelle sur la cooccupation, l'hébergement, l'infonuagique et les services de reprise après sinistre pour centres de données. Au cours du trimestre considéré, les services de prochaine génération représentaient 73 % du total des produits tirés des services. Les produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure incluent habituellement des services de transmission de la voix locaux et interurbains et les services traditionnels de transmission des données qui utilisent souvent des installations louées d'autres fournisseurs de services plutôt que détenues.

Produits opérationnels

Les produits tirés des services ont augmenté de 3 % et de 6 % respectivement au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois en raison des facteurs suivants :

- la croissance attribuable aux acquisitions de Pivot Data Centres et de Blackiron qui ont eu lieu respectivement en octobre et en avril 2013;
- la poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés;
- facteurs partiellement contrebalancés par la poursuite du déclin des services traditionnels hors réseau de transmission de la voix et des données, une tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés et que les clients se tournent vers des services IP évolués et efficaces.

Compte non tenu de l'acquisition de Pivot Data Centres, le total des produits tirés des services pour le trimestre considéré auraient reculé de 6 % et les produits tirés des services de prochaine génération auraient augmenté de 11 %.

Les ventes de matériel sont demeurées inchangées au cours du trimestre et ont reculé depuis le début de l'exercice, étant donné qu'une vente de matériel non récurrente avait été comptabilisée au premier trimestre de 2013.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont demeurées stables pour le trimestre considéré, rendant compte de l'incidence des éléments suivants :

- la hausse des coûts liés aux services de prochaine génération et sur réseaux possédés en raison des volumes plus élevés;
- la hausse des charges découlant de nos acquisitions de centres de données;
- facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des coûts liés aux services traditionnels attribuable au recul prévu des volumes et du nombre de clients ainsi qu'à des mesures continues mises en place pour améliorer les coûts et la productivité;

En outre, les charges opérationnelles ont reculé de 1 % pour la période de neuf mois, car les charges opérationnelles de la période correspondante comprenaient des coûts associés à une vente de matériel non récurrente.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a connu une hausse de 10 % au cours du trimestre considéré et de 14 % pour la période de neuf mois, rendant compte de l'incidence de la croissance soutenue des services de prochaine génération et sur réseaux possédés à marge plus élevée, ainsi que de l'apport des nouveaux centres de données et des gains de productivité.

Media

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels	440	440	-	1 282	1 251	2
Charges opérationnelles	(417)	(385)	8	(1 229)	(1 139)	8
Résultat d'exploitation ajusté	23	55	(58)	53	112	(53)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	5,2 %	12,5 %	(7,3 pts)	4,1 %	9,0 %	(4,9 pts)
Entrées d'immobilisations corporelles	23	18	28	66	45	47

¹ Les résultats opérationnels de Sportsnet 360 (auparavant theScore) sont compris dans les résultats opérationnels de Media depuis le 30 avril 2013, date d'acquisition de theScore.

Produits opérationnels

Les produits opérationnels sont demeurés stables au cours du trimestre considéré et se sont accrus de 2 % pour la période de neuf mois en raison des éléments suivants :

- la hausse des produits tirés des abonnements générés par les propriétés de Sportsnet;
- la hausse des produits liés aux Blue Jays de Toronto;
- la hausse des ventes de The Shopping Channel et de Next Issue Canada, qui a été lancé à la fin de 2013;
- facteurs contrebalancés par la faiblesse persistante des produits tirés des services de télévision conventionnels et de la publicité imprimée.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se sont accrues de 8 % au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois en raison des éléments suivants :

- les hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto se chiffrant à environ 10 millions de dollars pour le trimestre à l'étude et à 20 millions de dollars pour la période de neuf mois;
- les coûts de programmation en hausse;
- les coûts approximatifs liés à la croissance de Next Issue Canada de 6 millions de dollars pour le trimestre et de 17 millions de dollars pour la période de neuf mois;
- les coûts liés au lancement d'environ 6 millions de dollars et 9 millions de dollars, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois prévus au contrat de licence avec la LNH, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014, avant la saison de hockey actuelle.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a baissé pour le trimestre considéré et pour la période de neuf mois en raison des variations susmentionnées des produits et des charges.

Entrées d'immobilisations corporelles

(en millions de dollars, sauf la prédominance du capital ¹)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles						
Sans-fil	285	192	48	720	622	16
Cable	274	299	(8)	764	747	2
Solutions d'Affaires	28	20	40	93	66	41
Media	23	18	28	66	45	47
Siège social	28	19	47	59	57	4
Total des entrées d'immobilisations corporelles	638	548	16	1 702	1 537	11
Prédominance du capital ¹	19,6 %	17,0 %	2,6 pts	17,9 %	16,2 %	1,7 pts

¹ La prédominance du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Comme nous nous y attendions, le total des entrées d'immobilisations corporelles pour le trimestre à l'étude et la période de neuf mois a été supérieur à celui des périodes comparatives de 2013, en raison du plus fort accent placé sur le déploiement de notre capital de manière à répartir les travaux de façon plus gérable sur la durée de l'exercice.

Sans-fil

Les entrées d'immobilisations de Sans-fil en 2014 rendent compte des investissements liés à la capacité du réseau LTE et de la hausse des activités de construction de sites afin d'améliorer encore davantage la couverture et la qualité du réseau. Notre déploiement continu du réseau LTE atteignait environ 79 % de la population canadienne au 30 septembre 2014.

Cable

Les fluctuations des entrées d'immobilisations corporelles de Cable sur une base trimestrielle sont essentiellement attribuables au calendrier des activités entreprises. Les investissements effectués depuis le début de l'exercice avaient pour objectif d'améliorer la capacité de nos plateformes Internet, d'accroître la fiabilité et la qualité d'ensemble du réseau et de poursuivre le développement relatif au service IP liés à la vidéo de prochaine génération. Nous avons également investi dans le matériel des abonnés en lien avec la poursuite du déploiement des boîtes numériques TerminalPlus de prochaine génération et avec la conversion aux services numériques des abonnés aux services analogiques.

Solutions d'Affaires

Les entrées d'immobilisations du secteur Solutions d'Affaires ont connu une hausse au cours du trimestre à l'étude et de la période de neuf mois en raison de l'expansion de nos réseaux clients et de l'investissement de Blackiron et de Pivot Data Centres, sociétés dont l'acquisition a eu lieu au cours de l'exercice précédent.

Media

Les entrées d'immobilisations du secteur Media se sont accrues au trimestre considéré et pour la période de neuf mois en raison d'investissements effectués dans notre infrastructure de TI, ainsi que dans les installations de diffusion de la LNH.

Analyse du bénéfice net consolidé

La présente rubrique traite des éléments permettant le rapprochement du résultat d'exploitation ajusté et du bénéfice net consolidé.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 312	1 341	(2)	3 786	3 826	(1)
Rémunération fondée sur des actions	(9)	(7)	29	(25)	(66)	(62)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres	(91)	(38)	139	(130)	(61)	113
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(533)	(477)	12	(1 584)	(1 390)	14
Charges financières	(202)	(180)	12	(615)	(546)	13
Autres (charges) produits	(12)	(3)	n.s.	(11)	67	n.s.
Impôt sur le résultat	(133)	(172)	(23)	(377)	(481)	(22)
Bénéfice net	332	464	(28)	1 044	1 349	(23)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Rémunération fondée sur des actions

Notre rémunération fondée sur des actions qui comprend les options sur actions (et les droits à l'appréciation d'actions), les unités d'actions de négociation restreinte et les unités d'actions différées dépend généralement de ce qui suit :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments dérivés désignés aux fins de couverture d'une partie du risque d'appréciation des prix à l'égard de notre programme de rémunération fondée sur des actions lancé en mars 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Incidence de l'acquisition des droits	11	9	34	30
Incidence des variations du cours	(6)	17	(39)	5
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	4	(19)	30	31
Total de la rémunération fondée sur des actions	9	7	25	66

La rémunération fondée sur des actions a reculé pour la période de neuf mois essentiellement en raison de l'augmentation du cours des actions ordinaires de catégorie B de RCI au début de l'exercice 2013, avant la mise en place du programme visant les dérivés liés aux capitaux propres.

En avril 2014, nous avons prorogé le terme des dérivés liés aux capitaux propres qui couvriront en partie notre charge de rémunération fondée sur des actions pour une année supplémentaire pour en porter l'échéance au mois d'avril 2015, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges pour le trimestre considéré et la période de neuf mois rendent principalement compte des coûts de réorganisation liés au plan Rogers 3.0.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	492	437	13	1 460	1 281	14
Amortissement des immobilisations incorporelles	41	40	3	124	109	14
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	533	477	12	1 584	1 390	14

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont accrus au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois principalement en raison des facteurs suivants :

- le récent investissement important dans le matériel des abonnés et le déploiement de celui-ci, dans le secteur Cable, principalement constitué de terminaux de télévision numérique TerminalPlus de prochaine génération, lesquels sont amortis sur une durée de trois ans;
- la disponibilité de certains projets liés aux réseaux et aux systèmes, y compris le lancement et l'expansion du réseau LTE dans plusieurs municipalités;
- l'entrée de nouvelles immobilisations corporelles et de nouvelles immobilisations incorporelles résultant des récentes acquisitions dans les secteurs Cable, Solutions d'Affaires et Media en 2013.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Intérêts sur la dette à long terme	199	179	11	584	542	8
Intérêts sur les passifs au titre des retraites	2	3	(33)	5	11	(55)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	29	–	n.s.
Perte (profit) de change	4	(1)	n.s.	6	18	(67)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	1	4	(75)	–	(15)	n.s.
Intérêts inscrits à l'actif	(7)	(6)	17	(20)	(18)	11
Autres	3	1	200	11	8	38
Total des charges financières	202	180	12	615	546	13

Les intérêts sur la dette à long terme ont augmenté au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois en raison de la hausse de l'encours de la dette, hausse qui a été compensée en partie par une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette. Au 30 septembre 2014, le coût moyen pondéré du financement de la dette à long terme incluant les emprunts à court terme se chiffrait à 5,21 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,61 % au 30 septembre 2013) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 11,1 années (10,3 années au 31 décembre 2013 et 9,6 années au 30 septembre 2013).

Au cours du premier trimestre de l'exercice considéré, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang à 6,375 % de 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars canadiens) et nos billets de premier rang à 5,50 % de 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars canadiens). Parallèlement au remboursement ou au rachat de cette dette, une perte de 29 millions de dollars relative aux dérivés liés à la dette ayant été résiliés, qui avait été différée dans la réserve de couverture jusqu'à échéance des billets, a été comptabilisée au premier trimestre. Cette perte a trait à des transactions effectuées en 2008 et en 2013 dans le cadre desquelles les cours de change sur les dérivés liés à la dette ont été mis à jour selon les cours alors en vigueur.

Les pertes de change enregistrées en 2013 découlaient principalement de la réévaluation des billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 pour lesquels les dérivés liés à la dette n'avaient pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables avant le 6 mars 2013. Cette perte de change a été contrebalancée en grande partie par la variation correspondante de la juste valeur des dérivés liés à la dette connexes. À l'exercice 2014, la totalité de notre dette libellée en dollars américains était couverte à des fins comptables.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Autres (charges) produits

Les autres (charges) produits comprennent les produits et les charges liés à certains placements et entreprises. Nous avons comptabilisé d'autres produits de 67 millions de dollars pour la période de neuf mois de 2013 qui avaient principalement trait à un profit de 47 millions de dollars réalisé sur la vente de notre placement dans TVtropolis.

Charge d'impôt sur le résultat et impôt sur le résultat en trésorerie payé

(en millions de dollars, sauf le taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Taux d'impôt prévu par la loi	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	465	636	1 421	1 830
Charge d'impôt sur le résultat calculée	123	169	377	485
Rémunération fondée sur des actions non imposable	–	3	(6)	2
Autres éléments	10	–	6	(6)
Charge d'impôt sur le résultat	133	172	377	481
Taux d'impôt effectif	28,6 %	27,0 %	26,5 %	26,3 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	112	114	358	326

Le taux d'impôt effectif de la Société a atteint 28,6 % et 26,5 %, respectivement, pour le trimestre considéré et la période de neuf mois, contre 27,0 % et 26,3 % pour les périodes correspondantes de 2013. Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude diffèrait du taux prévu par la loi en raison essentiellement des autres éléments non déductibles divers.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé a augmenté depuis le début de l'exercice en raison du calendrier des versements.

En 2011, les changements législatifs ont éliminé le report du revenu des sociétés de personnes, accélérant le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt différé sur une période de cinq ans débutant à un taux de 15 % en 2012, passant à 20 % de 2013 à 2015 inclusivement, puis à 25 % en 2016. Nos paiements d'impôt en trésorerie pour les exercices 2014 à 2016 continueront de comprendre ces montants additionnels. Bien que l'élimination du report du revenu des sociétés de personnes ait une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie, elle n'a pas de conséquences sur notre charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs ».

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Bénéfice net	332	464	(28)	1 044	1 349	(23)
Bénéfice de base par action	0,64	0,90	(29)	2,03	2,62	(23)
Bénéfice dilué par action	0,64	0,90	(29)	1,97	2,60	(24)

Résultat net ajusté

Le tableau ci-dessous présente le mode de calcul du résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 312	1 341	(2)	3 786	3 826	(1)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(533)	(477)	12	(1 584)	(1 390)	14
Charges financières ²	(202)	(180)	12	(586)	(546)	7
Autres (charges) produits ³	(12)	(3)	n.s.	(11)	20	n.s.
Impôt sur le résultat ⁴	(160)	(180)	(11)	(428)	(498)	(14)
Résultat net ajusté¹	405	501	(19)	1 177	1 412	(17)
Résultat par action de base ajusté ¹	0,79	0,97	(19)	2,29	2,74	(16)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,78	0,97	(20)	2,28	2,73	(16)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 29 millions de dollars liée au remboursement de la dette à long terme pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014.

³ Les autres produits ne tiennent pas compte du profit sur la vente du placement de 47 millions de dollars dans TVtropolis pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013.

⁴ L'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 27 millions de dollars (recouvrement de 8 millions de dollars en 2013) pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 ni d'un recouvrement de 51 millions de dollars (recouvrement de 17 millions de dollars en 2013) pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net et du résultat net ajusté.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Bénéfice net	332	464	(28)	1 044	1 349	(23)
Rémunération fondée sur des actions	9	7	29	25	66	(62)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	91	38	139	130	61	113
Profit sur la vente de placements	–	–	–	–	(47)	n.s.
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	–	29	–	n.s.
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(27)	(8)	n.s.	(51)	(25)	104
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	–	8	n.s.
Résultat net ajusté¹	405	501	(19)	1 177	1 412	(17)

¹ Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux PCGR et ne devrait pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, de financement et d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES						
Bénéfice net de la période	332	464	(28)	1 044	1 349	(23)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	533	477	12	1 584	1 390	14
Charges financières	202	180	12	615	546	13
Charge d'impôt sur le résultat	133	172	(23)	377	481	(22)
Autres	58	13	n.s.	46	22	109
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie	1 258	1 306	(4)	3 666	3 788	(3)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	172	128	34	7	71	(90)
	1 430	1 434	–	3 673	3 859	(5)
Impôt sur le résultat payé	(112)	(114)	(2)	(358)	(326)	10
Intérêts payés	(261)	(268)	(3)	(648)	(615)	5
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 052	–	2 667	2 918	(9)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT						
Entrées d'immobilisations corporelles	(638)	(548)	16	(1 702)	(1 537)	11
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	38	(20)	n.s.	(51)	(155)	(67)
Acquisitions et autres initiatives stratégiques	–	(6)	n.s.	(3 301)	(847)	n.s.
Entrées de droits de diffusion	(113)	(15)	n.s.	(135)	(41)	n.s.
Autres	7	(7)	n.s.	16	27	(41)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(706)	(596)	18	(5 173)	(2 553)	103
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT						
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	300	–	n.s.	2 855	1 015	181
Remboursements sur la dette à long terme et règlement net des dérivés à la résiliation	(300)	(263)	14	(1 989)	(725)	174
Produit tiré des emprunts à court terme, déduction faite des remboursements	(21)	–	n.s.	137	650	(79)
Dividendes payés	(235)	(224)	5	(694)	(674)	3
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(256)	(487)	(47)	309	266	16
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	95	(31)	n.s.	(2 197)	631	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	104	844	(88)	104	844	(88)

Activités opérationnelles

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles sont demeurées stables pour le trimestre considéré et ont reculé de 9 % depuis le début de l'exercice. La variation pour la période de neuf mois est attribuable aux éléments suivants :

- une baisse de 3 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie;
- le recul du financement net tiré des éléments hors trésorerie du fonds de roulement;
- l'accroissement des paiements d'impôt en trésorerie en raison du calendrier;
- la hausse des paiements d'intérêts attribuables à la dette à long terme.

Activités d'investissement

Immobilisations corporelles

Les entrées d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 638 millions de dollars pour le trimestre considéré, et à 1 702 millions de dollars pour la période de neuf mois, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement plus élevée que celle des périodes correspondantes de 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles ».

Acquisitions et initiatives stratégiques

Au cours des deux premiers trimestres, nous avons versé des paiements totaux de 3,3 milliards de dollars relativement à l'acquisition des licences d'utilisation du spectre de 700 MHz. En 2013, les dépenses avaient trait à nos opérations stratégiques avec Shaw, Blackiron et Sportsnet 360.

Entrées de droits de diffusion

Pendant le trimestre à l'étude et la période de neuf mois, les entrées de droits de diffusion se sont chiffrées respectivement à 113 millions de dollars et à 135 millions de dollars en raison surtout des paiements versés pour diffuser le contenu de la LNH.

Activités de financement

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Avec prise d'effet le 16 avril 2014, nous avons accru le montant disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire, le portant de 2,0 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars et avons reporté la date d'échéance de la facilité au mois de juillet 2019. Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation d'un montant d'environ 0,4 milliard de dollars de lettres de crédit consenties relativement aux enchères du spectre de 2014 et la facilité de lettres de crédit connexe a été annulée de manière permanente.

Au 30 septembre 2014, nous avons un total de 2,6 milliards de dollars en facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit, dont un montant d'environ 0,1 milliard de dollars principalement lié aux lettres de crédit en cours avait été prélevé aux termes de ces facilités. Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCP et a égalité de rang avec l'ensemble des billets de premier rang et débetures de la Société.

Programme de titrisation des débiteurs

Au cours de l'exercice, nous avons obtenu un financement additionnel de 221 millions de dollars et avons remboursé un montant de 84 millions de dollars prélevé en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs. Au 30 septembre 2014, nous avons prélevé un total de 787 millions de dollars de financement en vertu du programme aux termes duquel un montant maximal de 900 millions de dollars nous a été consenti. Nous continuons de gérer les débiteurs que nous vendons et nous en conservons presque tous les risques et avantages, et, par conséquent, ces débiteurs demeurent comptabilisés dans notre état de la situation financière et le financement obtenu est comptabilisé à titre d'emprunt à court terme dans notre état de la situation financière.

Émissions de billets de premier rang

Le 10 mars 2014, nous avons émis un montant de 1,25 milliard de dollars et un montant de 750 millions de dollars américains (816 millions de dollars canadiens) de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 2,1 milliards de dollars, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des opérations de couverture connexes. Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à taux variable d'un montant de 250 millions de dollars échéant en 2017;
- des billets de premier rang à 2,8 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant en 2019;
- des billets de premier rang à 4,0 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant en 2024;
- des billets de premier rang à 5,0 % d'un montant de 750 millions de dollars américains échéant en 2044

Le 7 mars 2013, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars américains de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens). Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à 3,0 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2023;
- des billets de premier rang à 4,5 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2043.

Le 2 octobre 2013, nous avons émis un montant de 1,5 milliard de dollars américains de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 1 481 millions de dollars américains (1 528 millions de dollars canadiens). Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à 4,1 % d'un montant de 850 millions de dollars américains échéant en 2023;
- des billets de premier rang à 5,45 % d'un montant de 650 millions de dollars américains échéant en 2043.

Les billets émis ont pour unique garantie le cautionnement de RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets de premier rang non garantis, des débetures et des facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de la Société.

Remboursements et rachats des billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Au cours du premier trimestre de 2014, nous avons remboursé ou racheté la totalité des billets de premier rang à 6,375 % d'un montant de 750 millions de dollars américains échéant en 2014 et des billets de premier rang à 5,50 % d'un montant de 350 millions de dollars américains échéant en 2014. Par ailleurs, nous avons résilié un montant de 1,1 milliard de dollars américains de dérivés liés à la dette connexes à l'échéance.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, nous avons remboursé ou racheté la totalité des billets de premier rang à 6,25 % d'un montant de 350 millions de dollars américains échéant en juin 2013 et avons résilié les dérivés liés à la dette connexes d'un montant de 350 millions de dollars américains à l'échéance.

Au cours du troisième trimestre de 2013, nous avons versé un montant de 263 millions de dollars pour résilier les dérivés liés à la dette d'un montant de 1 075 millions de dollars américains. Parallèlement, nous avons contracté de nouveaux dérivés liés à la dette d'un montant notionnel de 1 075 millions de dollars américains, dont les modalités sont identiques à celles des dérivés que nous avons résiliés au même moment, à l'exception du montant notionnel en dollars canadiens à taux fixe.

Dividendes

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende annualisé, la faisant passer de 1,74 \$ à 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. À titre comparatif, en février 2013, le conseil d'administration avait aussi augmenté le dividende annualisé, qui était alors passé de 1,58 \$ à 1,74 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote.

Le tableau ci-après présente les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en dollars)	Dividendes payés (en millions de dollars)
14 février 2013	15 mars 2013	2 avril 2013	0,435	224
23 avril 2013	14 juin 2013	3 juillet 2013	0,435	224
15 août 2013	13 septembre 2013	2 octobre 2013	0,435	224
23 octobre 2013	13 décembre 2013	2 janvier 2014	0,435	224
12 février 2014	14 mars 2014	4 avril 2014	0,4575	235
22 avril 2014	13 juin 2014	2 juillet 2014	0,4575	235
14 août 2014	12 septembre 2014	1 ^{er} octobre 2014	0,4575	235

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités de nos actions de catégorie B sans droit de vote pour une autre période de un an. Ce renouvellement nous confère le droit de racheter des actions de catégorie B de RCI sans droit de vote pour un prix total maximal de 500 millions de dollars, ou un nombre maximal de 35 780 234 actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, selon le moins élevé de ces nombres, à la TSX, à la NYSE ou à un autre système de négociation entre le 25 février 2014 et le 24 février 2015. Le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote que nous rachèterons aux termes de l'offre publique, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats dépendra de notre évaluation de la conjoncture du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie, des utilisations autres de la trésorerie et d'autres facteurs.

Nous n'avons pas racheté d'actions aux fins d'annulation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014. Au cours du deuxième trimestre de 2013, 546 674 actions de catégorie B sans droit de vote avaient été rachetées par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat pour un prix de rachat de 22 millions de dollars.

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 312	1 341	(2)	3 786	3 826	(1)
Dépenses d'investissement	(638)	(548)	16	(1 702)	(1 537)	11
Intérêts sur la dette à long terme, après inscription à l'actif	(192)	(173)	11	(564)	(524)	8
Impôt sur le résultat en trésorerie	(112)	(114)	(2)	(358)	(326)	10
Flux de trésorerie disponibles¹	370	506	(27)	1 162	1 439	(19)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 27 % pour le trimestre considéré et de 19 % pour la période de neuf mois, en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement, de la hausse des intérêts sur la dette à long terme (déduction faite de l'inscription à l'actif) et de l'accroissement de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Situation financière

Au 30 septembre 2014, nous disposons de liquidités disponibles d'environ 2,7 milliards de dollars (4,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013), lesquelles comprenaient :

- un montant de 0,1 milliard de dollars sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie;
- un montant de 2,5 milliards de dollars disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire;
- un montant de 0,1 milliard de dollars de financement disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs de 0,9 milliard de dollars.

En plus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons, au 30 septembre 2014, 936 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse.

Au 30 septembre 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré de notre dette à long terme s'établissait à 5,21 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,61 % au 30 septembre 2013) et le terme moyen pondéré à l'échéance de notre dette à long terme atteignait 11,1 années (10,3 années au 31 décembre 2013 et 9,6 années au 30 septembre 2013). Par comparaison avec 2013, ce recul de notre taux d'intérêt moyen pondéré pour 2014 et cette augmentation du terme moyen pondéré à l'échéance rendent compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'établissement et l'utilisation de notre programme de titrisation;
- la prorogation et l'utilisation de la facilité de crédit bancaire;
- les émissions, aux termes d'offres publiques, de titres d'emprunt en mars et en octobre 2013 et en mars 2014 à des taux d'intérêt historiquement bas pour Rogers et assortis d'échéances à long terme allant jusqu'à 30 ans;
- les remboursements et rachats prévus d'une dette relativement plus coûteuse en juin 2013 et en mars 2014.

Au 30 septembre 2014, les notations de crédit attribuées aux billets de premier rang et aux débentures de RCI en circulation étaient demeurées stables par rapport au trimestre précédent et allaient comme suit :

- Moody's Rating Services : Baa1 avec perspective stable (établie en février 2014);
- Standard and Poor's Rating Services : BBB+ avec perspective stable (établie en février 2014);
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective défavorable (établie en février 2014 avec une perspective passée de stable à défavorable).

Gestion des risques financiers

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises pour couvrir le risque de change lié aux obligations au titre du principal et des intérêts de notre dette à long terme libellée en dollars américains.

Dérivés liés à la dette émis afin de couvrir les nouveaux billets de premier rang au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)				Incidence de la couverture	
Entrée en vigueur	Montant du principal/montant notionnel en dollars américains	Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt ¹	Équivalent en dollars canadiens
10 mars 2014	750	2044	5,00 %	4,99 %	832

¹ Conversion d'un taux nominal fixe libellé en dollars américains en un taux moyen pondéré fixe libellé en dollars canadiens.

Au 30 septembre 2014, nous avons un montant de 6,0 milliards de dollars américains de billets de premier rang et de débentures libellés en dollars américains, lesquels avaient tous été couverts au moyen de dérivés liés à la dette.

Dérivés liés à la dette échus au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014

(en millions de dollars)		
Date d'échéance	Montant notionnel en dollars américains	Règlement net en trésorerie (produit) en dollars canadiens
1 ^{er} mars 2014	750	(61)
15 mars 2014	350	26
	1 100	(35)

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours aux contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») pour couvrir le risque de change lié à certaines dépenses libellées en dollars américains prévues.

Dérivés liés aux dépenses conclus au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014

(en millions de dollars, sauf les cours de change)				
Date de transaction	Dates d'échéance	Montant notionnel en dollars américains	Taux de change	Montant converti en dollars canadiens
Février 2014	de janvier 2015 à avril 2015	200	1,11	222
Mai 2014	de mai 2015 à décembre 2015	232	1,10	254
Juin 2014	de janvier 2015 à décembre 2015	288	1,09	314
Juillet 2014	de janvier 2016 à décembre 2016	240	1,08	260
Total		960	1,09	1 050

Au 30 septembre 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 1 185 millions de dollars américains venant à échéance dans la période allant d'octobre 2014 à décembre 2016, au cours moyen de 1,08 \$ pour 1 \$ US, et dont la totalité a été désignée comme des couvertures à des fins comptables.

Nous avons réglé des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 675 millions de dollars américains pour un montant de 690 millions de dollars canadiens pour la période de neuf mois, au cours moyen de 1,02 \$ pour 1 \$ US.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours aux dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions.

Au 30 septembre 2014, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables et, par conséquent, nous comptabilisons toute variation de leur juste valeur en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et cela contrebalance en partie l'incidence des fluctuations du cours des actions de catégorie B de RCI comprises dans la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions lié aux programmes de rémunération fondée sur des actions. En avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

Évaluation des dérivés à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

	30 septembre 2014			
	Montant notionnel en dollars américains	Cours de change	Montant notionnel en dollars canadiens	Juste valeur en dollars canadiens
(en millions de dollars, sauf les cours de change)				
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 725	1,04	5 952	480
En passifs	305	1,19	361	(20)
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette	6 030	1,05	6 313	460
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs				(48)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	1 185	1,08	1 284	51
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché				463

Dettes nettes ajustées

Nous utilisons la dette nette ajustée pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

(en millions de dollars)	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Dettes à long terme ^{1,2}	14 654	13 436
(Actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette ²	(460)	(51)
Emprunts à court terme	787	650
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(104)	(2 301)
Dettes nettes ajustées³	14 877	11 734

¹ Compte non tenu de toute réduction de la juste valeur découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes.

² Compte tenu de la partie courante et de la partie non courante.

³ La dette nette ajustée n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

En plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 30 septembre 2014 présentés au préalable, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 936 millions de dollars au 30 septembre 2014.

La dette nette ajustée s'est accrue de 3,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice, hausse qui est essentiellement attribuable à l'utilisation de fonds en caisse provenant du financement obtenu en octobre 2013 et en mars 2014 pour régler notre investissement relatif au spectre de 700 MHz effectué en avril 2014.

Actions ordinaires en circulation

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Actions ordinaires ¹		
De catégorie A avec droit de vote	112 462 000	112 462 000
De catégorie B sans droit de vote	402 282 878	402 281 178
Total des actions ordinaires	514 744 878	514 743 178
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	6 012 335	6 368 403
Options en circulation exerçables	3 525 040	4 066 698

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 18, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2013.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2013, depuis le 31 décembre 2013.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influe sur nos activités en date du 12 février 2014 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2013. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

Législation à l'égard des services d'itinérance sans fil de gros au Canada

En décembre 2013, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il promulguerait une loi limitant les tarifs d'itinérance de gros au Canada aux tarifs que le fournisseur impute lui-même à ses propres clients. Le 28 mars 2014, le gouvernement fédéral a déposé sa législation proposée afin de limiter les tarifs d'itinérance au Canada que les fournisseurs peuvent facturer entre eux. La formule proposée qu'utilisera le gouvernement pour calculer le tarif d'itinérance maximal correspondra aux produits tirés du service divisé par l'utilisation du service au cours de l'exercice précédent. Pour les appels téléphoniques, cela signifie le total des produits des fournisseurs de services titulaires au titre des appels entrants et sortants divisé par le nombre de minutes utilisées à l'exercice précédent. Pour les données, il s'agit des produits divisés par le nombre de mégaoctets et pour la messagerie texte, il s'agit des produits divisés par le nombre total de messages texte entrants et sortants au Canada. La législation proposée a été entérinée et a immédiatement pris effet le 19 juin 2014. La législation confère également au CRTC le pouvoir d'établir des tarifs d'itinérance au Canada entre les fournisseurs, et ce, sans égard à la formule. Le CRTC procède à l'examen des tarifs d'itinérance sans fil et du statut de la concurrence présente dans les secteurs des services sans fil de gros, examen qui comprend notamment une audience publique qui s'est conclue le 3 octobre 2014.

Enchères liées au spectre de 700 MHz

Les enchères visant les licences d'utilisation commerciale du spectre sans fil de 700 MHz au Canada ont débuté le 14 janvier 2014 et ont pris fin le 13 février 2014. Les résultats ont fait l'objet d'une annonce publique le 19 février 2014. Dix sociétés ont pris part aux enchères et 97 des 98 licences ont été octroyées à huit de ces participants, pour un produit total de 5,27 milliards de dollars. Rogers a fait l'acquisition de 22 licences à l'échelle pancanadienne au coût de 3,3 milliards de dollars. Après avoir payé cette somme au titre des licences et fait l'objet de l'examen requis en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens, Rogers a pris possession des licences d'une durée de 20 ans le 3 avril 2014 et a commencé à déployer le spectre au cours du deuxième trimestre.

Enchères liées au spectre AWS-3

Le 7 juillet 2014, Industrie Canada a annoncé que le spectre sans fil AWS-3 ferait l'objet d'enchères en 2015, et ce, avant les enchères du spectre de 2500 MHz devant commencer le 14 avril 2015. Le spectre AWS-3 est constitué des bandes de 1755-1780 MHz et de 2155-2180 MHz. Une tranche de 30 MHz des 50 MHz des spectres appariés qui seront mis en enchères sera réservée aux « nouveaux venus déjà en activité ». Les fournisseurs de services sans-fil présentant moins de 10 % des parts de marché des services sans-fil à l'échelle nationale et moins de 20 % des parts de marché à l'échelle provinciale ou territoriale pourront prendre part aux enchères portant sur cette portion réservée du spectre dans les zones de service des licences du spectre où elles offrent des services. Une consultation publique a été tenue cet été afin de déterminer si les licences devraient être assorties d'exigences de déploiement de cinq ou dix ans et si un processus d'enchères simplifié et accéléré prenant la forme d'une offre sous pli scellé constituerait la meilleure approche. Industrie Canada procède actuellement à l'examen des commentaires et des réponses.

Loi canadienne anti-pourriel

La *Loi canadienne anti-pourriel* a été entérinée le 15 décembre 2010 et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014, sauf en ce qui concerne les articles de la Loi portant sur l'installation non sollicitée de programmes ou logiciels informatiques, qui entreront en vigueur le 15 janvier 2015. Nous sommes d'avis que nous sommes entièrement conformes à cette nouvelle loi.

Frais imposés pour factures papier

En juillet 2014, le CRTC a publié les résultats de son enquête concernant la pratique qu'ont les entreprises du secteur des communications de facturer aux consommateurs des frais supplémentaires pour leur facture en format papier et a tenu une rencontre sur la question avec des représentants de l'ensemble du secteur. À la suite de la rencontre qui a eu lieu en août, le CRTC a annoncé son intention de tenir une instance publique sur le sujet. Après cette annonce, le ministre de l'Industrie a déclaré que le gouvernement présentera un projet de loi bannissant les frais imposés pour les factures papier dans le secteur des télécommunications.

Mises à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 pour une analyse des principaux risques et incertitudes d'importance susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 12 février 2014, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les changements importants survenus depuis cette date et susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Mise à jour sur les règlements de litiges

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Notre rapport de gestion annuel de l'exercice 2013 présente les divers appels et requêtes présentés par les parties dans le cadre de ce recours. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté cette demande.

Au même moment, le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé et des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien qu'aucune mesure concrète n'ait été prise par les demandeurs. En juillet, la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse a refusé de suspendre ou de rejeter la réclamation correspondante intentée par les demandeurs en Nouvelle-Écosse pour cause d'abus de procédure. Rogers a déposé son avis d'appel relativement à cette décision. En août, la Cour du Banc de la Reine du Manitoba a suspendu inconditionnellement la réclamation correspondante intentée au Manitoba pour cause d'abus de procédure. Un appel a été déposé par les demandeurs relativement à cette décision.

Frais d'accès au système – Colombie-Britannique

En décembre 2011, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada relativement aux frais d'accès au système alors facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Le recours collectif a trait, entre autres, à des allégations de fausses représentations contraires à la *Business Practices and Consumer Protection Act* de la Colombie-Britannique. Les demandeurs exigent notamment des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Une audience portant sur l'autorisation a eu lieu en avril 2014 et en juin 2014, la Cour a rejeté cette demande. Un appel a été déposé par les demandeurs relativement à cette décision.

Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de ces éventualités. L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont la Société dispose actuellement, la direction est d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur la situation financière ou sur les résultats opérationnels consolidés de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision pourrait être significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2013, y compris nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels. Depuis le début de l'exercice, aucun changement n'est survenu dans ces méthodes et estimations comptables.

Nouvelles normes comptables adoptées

Nous avons été tenus d'adopter les normes suivantes à compter du 1^{er} janvier 2014. L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence significative sur nos états financiers consolidés :

- Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore pris effet

- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients* (l'« IFRS 15 ») – En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 qui annule et remplace les normes et interprétations existantes, y compris l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*.

L'IFRS 15 présente un seul modèle de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, sauf pour certains contrats visés par d'autres IFRS, comme l'IAS 17, *Contrats de location*. La norme impose de comptabiliser les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits ou services. Pour ce faire, il convient de suivre les cinq étapes suivantes :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat;
5. comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

L'IFRS 15 fournit également des directives relatives au traitement des coûts d'obtention de contrats et d'exécution de contrats.

Nous estimons que l'application de cette nouvelle norme aura d'importantes incidences sur les résultats que nous présentons, plus précisément en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des produits et à leur classement, ainsi qu'au traitement des coûts engagés pour l'obtention de contrats avec des clients. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 ») – En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, laquelle annule et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, actuellement en vigueur. Cette norme établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs de l'entité. La nouvelle norme comprend également une nouvelle norme de comptabilité de couverture générale qui permettra de mieux aligner la comptabilité de couverture avec la gestion du risque. Elle ne modifie pas entièrement les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elle offrira un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et fera davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. La norme a pris effet obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, son adoption anticipée étant permise.
- Modifications de l'IFRS 11, *Partenariats* – En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme exigeant l'application des principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises aux acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune qui constitue une entreprise.
- Modifications de l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles* – En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes dans le but d'introduire la présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée dans le cas des immobilisations incorporelles. La modification a pris effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'adoption anticipée est permise.

Nous évaluons à l'heure actuelle l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

Nous n'avons pas encore adopté certaines autres normes, interprétations et modifications comptables qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

Transactions entre parties liées

Dans certains cas, la Société a conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration, y compris le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance, le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable des services juridiques de la Société et le président d'une entreprise qui offre des services d'impression. Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit de notre conseil d'administration.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2014	2013	Variation en %	2014	2013	Variation en %
Paiement au titre de services juridiques et de services d'impression et commissions versées sur les primes d'assurance	8	12	(33)	28	33	(15)

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci pendant les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence significative sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur.

Les activités de Sans-fil, de Cable, de Solutions d'Affaires et de Media comportent des aspects saisonniers particuliers à chacun de ces secteurs. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs opérationnels, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2013 de la Société.

Prévisions financières

Nous réaffirmons nos fourchettes prévisionnelles de 2014 en ce qui a trait au résultat d'exploitation ajusté, aux entrées d'immobilisations corporelles et aux flux de trésorerie disponibles présentés le 12 février 2014. Avec trois trimestres de l'exercice déjà complétés, nous estimons fort probable que les résultats réels de l'exercice complet se rapprochent de la partie inférieure des prévisions à l'égard du résultat d'exploitation ajusté et des flux de trésorerie disponibles, tributaires des volumes d'appareils de Sans-fil au quatrième trimestre. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2013 et dans le présent rapport de gestion trimestriel. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ceux-ci comprennent :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par abonné (« PMPA »);
- la prédominance du capital.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures sont également utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société et de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesure d'évaluation des sociétés œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Pourquoi l'utiliser	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté et marges connexes	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard de l'exploitation courante des activités et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	Bénéfice net <i>Plus les éléments suivants</i> impôt sur le résultat, autres produits (charges), charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dépréciation d'actifs, rémunération fondée sur des actions, et frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	Bénéfice net des activités poursuivies <i>Plus les éléments suivants</i> rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs, profit sur la vente de placements, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives	Bénéfice net Bénéfice par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	Résultat d'exploitation ajusté <i>Moins les éléments suivants</i> dépendances d'investissement, intérêts sur la dette à long terme (après inscription à l'actif) et impôt sur le résultat en trésorerie	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer divers ratios d'endettement en tant que mesures de la performance. 	Total de la dette à long terme <i>Plus les éléments suivants</i> partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés, passifs ou actifs nets au titre des dérivés liés à la dette, emprunts à court terme <i>Moins les éléments suivants</i> trésorerie et équivalents de trésorerie	Dette à long terme

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	332	464	1 044	1 349
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat	133	172	377	481
Autres charges (produits)	12	3	11	(67)
Charges financières	202	180	615	546
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	533	477	1 584	1 390
Rémunération fondée sur des actions	9	7	25	66
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	91	38	130	61
Résultat d'exploitation ajusté	1 312	1 341	3 786	3 826

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net	332	464	1 044	1 349
Ajouter (déduire) :				
Rémunération fondée sur des actions	9	7	25	66
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	91	38	130	61
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	29	–
Profit sur la vente de TVtropolis	–	–	–	(47)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(27)	(8)	(51)	(25)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	8
Résultat net ajusté	405	501	1 177	1 412

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 052	2 667	2 918
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(638)	(548)	(1 702)	(1 537)
Charge d'intérêts sur la dette à long terme déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(192)	(173)	(564)	(524)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	91	38	130	61
Intérêts payés	261	268	648	615
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(172)	(128)	(7)	(71)
Autres ajustements	(37)	(3)	(10)	(23)
Flux de trésorerie disponibles	370	506	1 162	1 439

Rapprochement de la dette nette ajustée

(en millions de dollars)	30 septembre 2014	31 décembre 2013
Dette à long terme	13 612	12 173
Partie courante de la dette à long terme	930	1 170
Coûts de transaction différés	112	93
	14 654	13 436
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(460)	(51)
Emprunts à court terme	787	650
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(104)	(2 301)
Dette nette ajustée	14 877	11 734

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements sur la dette nette ajustée.

Méthode de calcul du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	405	501	1 177	1 412
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,79	0,97	2,29	2,74
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	405	501	1 177	1 412
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517	517	518
Résultat par action dilué ajusté	0,78	0,97	2,28	2,73
Bénéfice de base par action :				
Bénéfice net	332	464	1 044	1 349
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Bénéfice de base par action	0,64	0,90	2,03	2,62
Bénéfice dilué par action :				
Bénéfice net	332	464	1 044	1 349
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	(3)	–	(25)	–
Bénéfice net dilué	329	464	1 019	1 349
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	517	517	517	518
Bénéfice dilué par action	0,64	0,90	1,97	2,60

Information additionnelle

Sommaire des résultats financiers consolidés trimestriels

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel 2013 pour obtenir une analyse du caractère saisonnier de nos activités.

Le tableau présenté ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2014			2013				2012
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits opérationnels								
Sans-fil	1 880	1 800	1 727	1 851	1 846	1 813	1 760	1 920
Cable	864	872	860	871	873	870	861	852
Solutions d'Affaires	96	95	94	98	93	90	93	88
Media	440	475	367	453	440	470	341	434
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(28)	(30)	(28)	(30)	(28)	(31)	(28)	(33)
Total des produits opérationnels	3 252	3 212	3 020	3 243	3 224	3 212	3 027	3 261
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	888	843	790	696	875	821	765	687
Cable	409	423	409	433	425	431	429	421
Solutions d'Affaires	32	28	28	29	29	25	23	27
Media	23	54	(24)	49	55	64	(7)	75
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(35)	(42)	(40)	(43)	(35)	(31)	(34)
Résultat d'exploitation ajusté¹	1 312	1 313	1 161	1 167	1 341	1 306	1 179	1 176
Rémunération fondée sur des actions	(9)	(11)	(5)	(18)	(7)	(1)	(58)	(57)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	(91)	(30)	(9)	(24)	(38)	(14)	(9)	(10)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(533)	(532)	(519)	(508)	(477)	(463)	(450)	(453)
Dépréciation d'actifs	–	–	–	–	–	–	–	(80)
Charges financières	(202)	(188)	(225)	(196)	(180)	(185)	(181)	(183)
Autres (charges) produits	(12)	(9)	10	14	(3)	60	10	241
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	465	543	413	435	636	703	491	634
Impôt sur le résultat	(133)	(138)	(106)	(115)	(172)	(171)	(138)	(112)
Bénéfice net	332	405	307	320	464	532	353	522
Bénéfice par action								
De base	0,64	0,79	0,60	0,62	0,90	1,03	0,69	1,01
Dilué	0,64	0,76	0,57	0,62	0,90	0,93	0,68	1,01
Bénéfice net	332	405	307	320	464	532	353	522
Ajouter (déduire) :								
Rémunération fondée sur des actions	9	11	5	18	7	1	58	57
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	91	30	9	24	38	14	9	10
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	–	–	29	–	–	–	–	–
Dépréciation d'actifs	–	–	–	–	–	–	–	80
Profit sur la vente de TVtropolis	–	–	–	–	–	(47)	–	–
Profit sur la distribution de spectre	–	–	–	–	–	–	–	(233)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(27)	(14)	(10)	(5)	(8)	(11)	(6)	12
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	–	–	8	–	–
Résultat net ajusté¹	405	432	340	357	501	497	414	448
Résultat par action ajusté¹								
De base	0,79	0,84	0,66	0,69	0,97	0,97	0,80	0,87
Dilué	0,78	0,84	0,66	0,69	0,97	0,96	0,80	0,86
Entrées d'immobilisations corporelles	638	576	488	703	548	525	464	707
Flux de trésorerie disponibles ¹	370	436	356	109	506	505	428	39
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 057	1 202	408	1 072	1 052	1 061	805	668

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Garants de la dette à long terme

Au 30 septembre 2014, nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 2,6 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCP, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCP, iii) les filiales non garanties (les « autres filiales »), sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 septembre (non audité)	RCI ^{1, 2}		RCP ^{1, 2}		Filiales non garanties ^{1, 2}		Ajustements de consolidation ^{1, 2}		Totaux	
	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013

Principales données tirées de l'état
du résultat net

Produits	5	4	2 799	2 784	479	476	(31)	(40)	3 252	3 224
Bénéfice net (perte nette)	332	464	690	857	(79)	48	(611)	(905)	332	464

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre (non audité)	RCI ^{1, 2}		RCP ^{1, 2}		Filiales non garanties ^{1, 2}		Ajustements de consolidation ^{1, 2}		Totaux	
	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013	30 sept. 2014	30 sept. 2013

Principales données tirées de l'état
du résultat net

Produits	15	9	8 162	8 245	1 403	1 326	(96)	(117)	9 484	9 463
Bénéfice net (perte nette)	1 044	1 349	2 109	2 438	(287)	480	(1 822)	(2 918)	1 044	1 349

À la clôture des périodes (non audité)	RCI ^{1, 2}		RCP ^{1, 2}		Filiales non garanties ^{1, 2}		Ajustements de consolidation ^{1, 2}		Totaux	
	30 sept. 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2014	31 déc. 2013

Principales données tirées de l'état
de la situation financière

Actifs courants	18 607	16 592	13 174	11 035	2 762	3 594	(32 328)	(26 900)	2 215	4 321
Actifs non courants	22 570	19 464	16 232	12 731	24 008	21 678	(39 464)	(34 593)	23 346	19 280
Passifs courants	17 154	14 853	6 602	3 014	14 977	15 269	(33 971)	(28 530)	4 762	4 606
Passifs non courants	15 271	13 018	246	293	1 145	1 186	(1 112)	(171)	15 550	14 326

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCP n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvés par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Information et énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables à l'heure actuelle, mais qui pourraient se révéler incorrectes;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos informations et énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits
- le résultat d'exploitation ajusté
- les dépenses d'investissement
- les paiements d'impôt en trésorerie
- les flux de trésorerie disponibles
- les paiements de dividendes
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue
- la croissance des nouveaux produits et services
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur
- les cours de change en vigueur
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence
- la croissance du nombre d'abonnés
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition
- l'évolution de la réglementation gouvernementale
- le déploiement de la technologie
- la disponibilité des appareils
- le calendrier de lancement des nouveaux produits
- le coût du contenu et du matériel
- l'intégration des acquisitions
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable
- la conjoncture économique
- l'évolution technologique
- l'intégration des acquisitions
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications
- la modification de la réglementation
- les litiges et les questions fiscales
- l'intensité de la concurrence
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires

Ces facteurs peuvent avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés à nos activités, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2013. Notre rapport de gestion annuel de 2013 est disponible en ligne sur rogers.com/investors, sedar.com et sec.gov ou directement auprès de Rogers.

À propos de Rogers Communications Inc.

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site www.rogers.com/investors. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

Relations avec les investisseurs

Bruce M. Mann
416.935.3532
bruce.mann@rci.rogers.com

Dan R. Coombes
416.935.3550
dan.coombes@rci.rogers.com

Bruce Watson
416.935.3582
bruce.watson@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
416.935.4727
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du troisième trimestre de 2014 avec la communauté financière se tiendra :

- le 23 octobre 2014
- à 8 h, heure de l'Est
- à l'adresse rogers.com/webcast

Une rediffusion sera présentée à l'adresse rogers.com/investors et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse rogers.com/events généralement au moins deux jours avant la conférence.

Renseignements additionnels

Vous trouverez des renseignements additionnels à notre sujet, notamment notre notice annuelle, sur notre site Web (rogers.com/investors), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov) ou en envoyant votre demande par courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites en question ou sur des sites Web liés et d'autres sites Web mentionnés aux présentes ne fait pas partie du rapport de gestion et n'y est pas intégrée par renvoi.

Vous pouvez également visiter la page rogers.com/investors pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

###